

Unité interdépartementale des deux Savoie
ZI des Landiers Nord – 430 rue Belle Eau
73000 CHAMBERY

CHAMBERY, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



GAVEND TP

580 Route de Sainte Marie d'Alvey
73240 ROCHEFORT

Références : 20220614_RAP_InspectionGavend_Marcieux_Géorisques.odt
Code AIOT : 0006101577

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement GAVEND TP implanté Les Champagnes 73470 MARCIEUX. L'inspection a été annoncée le 18/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 14 juin 2022 a également été l'occasion, pour l'exploitant, de rappeler, au service d'inspection des installations classées, les éléments de son projet de demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière déposé en 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAVEND TP
- Les Champagnes 73470 MARCIEUX
- Code AIOT : 0006101577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Par arrêté préfectoral du 6 février 2014, la société GAVEND TP a été autorisée à exploiter sur la commune de Marcieux, une carrière de sables et graviers pour une durée de 15 ans. La production annuelle moyenne autorisée était de 40 000 tonnes et 50 000 tonnes pour la production annuelle maximale. Dans le cadre du remblaiement, le volume de matériaux inertes provenant de l'extérieur était limité à 15 000 t/an.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 20 décembre 2016, la société GAVEND TP a été autorisée à modifier sa production annuelle moyenne de 40 000 tonnes à 55 000 tonnes et sa production annuelle maximale de 50 000 tonnes à 65 000 tonnes. Dans la cadre du remblaiement, le volume de matériaux inertes provenant de l'extérieur a été désormais limité à 50 000 t/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions particulières en matière de remblaiement de la carrière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
0	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.2	/	Sans objet
1	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.3	/	Sans objet
2	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.5.3	/	Sans objet
3	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.5.4	/	Sans objet
4	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.5.6	/	Sans objet
5	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.5.7	/	Sans objet
7	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté principalement sur les dispositions particulières applicables aux opérations de remise en état par remblaiement de la carrière. Les constats réalisés sur site ont montré, d'une manière générale, une bonne mise en oeuvre des dispositions réglementaires par l'exploitant. L'amélioration des documents qui composent la procédure d'acceptation préalable et en particulier la formalisation des actions menées sur le terrain permettra à l'exploitant de s'assurer de leur mise en oeuvre effective et systématique.

Le suivi de la qualité des eaux d'infiltration au sein du massif de déchets inertes doit être réalisé conformément aux dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral en vigueur pour la carrière et aux engagements de l'exploitant pris dans la note rédigée par le cabinet ENCEM et référencée T 10 73 5438 de juin 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 0 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en en plan et en altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un plan d'exploitation et plan de remblayage. Le premier permet d'identifier les zones d'extraction et le second permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux. Par ailleurs, le plan de remblayage faisait mention, pour chaque zone de dépôt, des cubatures et surfaces associées.
Observations : Tel que transmis en amont de la visite d'inspection dans la note d'état des lieux référencée T 10 73 5438 - Juin 2022 rédigée par le cabinet ENCEM, l'exploitant devra être en capacité de mettre à jour ces plans annuellement (dernière mise à jour fin 2021). Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 1 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des quantités stockées sur le site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi annuel des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Le levé géomètre réalisé en fin de chaque année permet à l'exploitant de faire le bilan des quantités stockées en comparant les résultats avec l'enregistrement des entrées (relevés au niveau du pont bascule). Les relevés de janvier à décembre 2021 font état d'une quantité de déchets inertes stockés égale à 48 269 tonnes pour une capacité d'accueil autorisée à 50 000 t/an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet inerte, l'exploitant demande au producteur des déchets de fournir le document préalable qu'il lui a remis sous forme de bons (valant également document de suivi) et sur lesquels sont indiqués les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R541-8 du code de l'environnement - les quantités de déchets concernés <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document, les résultats de l'acceptation préalable mentionnée au point 8.5.4. Ce document est signé par le producteur de déchets, et en tant que de besoin par les différents intermédiaires (dont les transporteurs).</p> <p>Toutefois, si les déchets sont apportés en faible quantités ou de façon occasionnelle, le document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison de déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>La carrière Gavend à Marcieux limite l'accueil des déchets inertes pour remblaiement de la carrière à principalement 2 types de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets terreux provenant à 75 % d'un unique fournisseur et à 25 % des déchets issus de chantiers locaux. - les déchets ultimes provenant des déchets recyclés sur site issus des déchetteries de la société Nantet. <p>Afin de formaliser le document préalable, ce qui n'avait pas été fait jusqu'à maintenant, la société Gavend a mandaté le cabinet ENCEM afin d'établir une fiche permettant de définir le cadre d'application du document préalable et permettre au préposé de demander les informations nécessaires à chaque client concerné.</p>
Observations : Lors de la visite d'inspection, il a été demandé de rapidement mettre en œuvre cette fiche et de sensibiliser le personnel à l'application des principes énoncés dans ce document.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cas de présomption de contamination des déchets ou en cas de déchets énumérés dans l'article 8.5.2 provenant de sites contaminés, et avant leur arrivée dans la carrière, le producteur de déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets dans la carrière. Cette acceptation préalable contient à minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un test de lixiviation pour les paramètres définis à l'article 8.9 et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans le même article.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé au service d'inspection des installations classées qu'une fiche a été établie dans l'objectif de présenter la procédure et est à disposition du préposé afin qu'il puisse demander les informations nécessaires à chaque client concerné.</p>
<p>Observations : Pour la prochaine visite du service d'inspection des installations classées, l'exploitant devra être en capacité de démontrer que la procédure est connue et mise en œuvre par l'agent de contrôle de l'entreprise GAVEND.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement. Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant suspend l'admission et la subordonne aux résultats de la procédure d'acceptation préalable prévue au paragraphe 8.5.4. Le déversement direct du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu du chargement et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite de 50 m³. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées. En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception est délivré à l'expéditeur des déchets. En cas de refus, l'inspection des installations classées est informée, sous la forme d'un récapitulatif mensuel adressé en début de mois, des caractéristiques du ou des lot(s) refusé(s) (expéditeur, origine, nature et volume des déchets...).</p>
<p>Constats : Le cabinet ENCEM, dans sa note transmise en amont de la visite d'inspection, précise que la procédure a été établie et est affichée dans le local sur le site. À noter qu'aucun cas de refus n'a encore été rencontré depuis la mise en service de l'installation.</p>
<p>Observations : La visite d'inspection a permis de rappeler que l'ensemble des contrôles d'admission des déchets réalisés devra être formalisé sur site et archivé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : [...]
Constats : La visite d'inspection a permis de mettre en évidence que les bons de réception sont établis à chaque réception (ou groupe de réception) et archivés aux bureaux de l'entreprise Gavend à Rochefort.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.6
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'impact du remblaiement sur la qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera dans un délai de 6 mois une étude hydrogéologique spécifique visant à déterminer s'il est nécessaire ou non d'implanter autour de la carrière un réseau de mesure de la qualité des eaux souterraines constitué de piézomètres (à minima 1 piézomètre à l'amont et 2 à l'aval hydraulique), la profondeur, la disposition et la fréquence des prélèvements. Les dispositions qui suivent ne s'appliquent que si l'étude susvisée conclut à la nécessité de mettre en place un réseau de piézomètres.
Constats : La visite d'inspection a permis de clarifier la situation quant à la mise en œuvre de l'étude hydrogéologique spécifique visant à déterminer s'il était nécessaire ou non d'implanter autour de la carrière un réseau de mesures de la qualité des eaux souterraines constitué de piézomètres. L'étude, transmise en amont de la visite d'inspection, conclut sur la nécessité de mettre en place un suivi des eaux de la source à l'aval du site en lieu et place d'un réseau de piézomètres. Pour autant, l'exploitant n'a pas été en capacité de nous délivrer les résultats des dernières mesures réalisées, les conclusions de l'étude ayant été analysées en 2022. Pour rappel, l'arrêté préfectoral a été signé par le préfet le 06 février 2014 soit il y a plus de 8 ans.
Observations : Il est donc expressément demandé à l'exploitant de planifier la réalisation de campagnes de mesures tels que définies dans la note géologique et hydrogéologique - contrôle des eaux établie par le cabinet ENCEM en février 2015 et mis à jour en juin 2022 (Suivi de la source à fréquence semestrielle). Les résultats des analyses seront consignés dans un registre qui sera mis à la disposition du service d'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.10
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser dans un délai de 6 mois, un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. [...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : La visite d'inspection a permis de mettre en évidence que l'exploitant avait bien établi, en 2015, un plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées. Ce plan devra être mis à jour en 2022 et tenu à la disposition du service d'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet